

Une contribution au débat autour du Livre blanc et de la LPM: Pour un nouveau "pacte de Défense"

Voici la contribution d'un officier supérieur, chargé de mission, en poste au ministère de la Défense, au débat sur le budget des armées et la future LMP.

Il a choisi de rester anonyme pour des raisons que j'accepte. Sa contribution n'a rien d'un "brûlot"; elle n'est pas provocante mais raisonnée.

"Allons-nous pouvoir maintenir notre rang ou devoir, sous la pression budgétaire, changer de catégorie avec des armées "low cost " de niveau régional ? La question est clairement posée; espérons que le débat qui va s'engager ne soit pas monopolisé par les seuls experts et permettra de refonder solidement notre pacte de Défense. La 4^o édition du Livre Blanc (après celles de 1972, 1994 et 2008) ne devrait pas apporter de révélations géostratégiques ! La seule certitude est que le monde restera dangereux avec à nos portes, pour s'en convaincre, les longs soubresauts du "printemps arabe". La France apparaît plus isolée, en 2013, qu'il y a 5 ans en raison de l'indifférence des Européens et de l'éloignement inévitable de l'allié américain. Ce dernier va déplacer son parapluie vers l'arc asiatique, ce qui relativise les avantages de notre retour dans l'OTAN décidé en 2009.

Concernant les équipements, nos lacunes capacitaires sont parfaitement identifiées. Les retards de l'actuelle loi de programmation militaire (2009-2014) ont accentués nos insuffisances apparues au grand jour lors du déclenchement des opérations au Mali : absence de drones de combat et de vecteurs de transport stratégiques notamment. Il n'en reste pas moins vrai que nos forces et principalement l'armée de terre ainsi que les forces spéciales ont réussi, avec l'opération SERVAL, une remarquable démonstration des savoirs faire d'une armée professionnelle. Dans un domaine que n'abordera pas le Livre Blanc, il faut également souligner la forte dégradation des conditions de vie courante des armées due à la fonte des budgets de fonctionnement (excessive au regard d'une enveloppe globale qui s'élève encore à plus de 31 Md€ en 2013). Au quotidien cette situation pèse sur le moral des troupes. Elle sape les efforts déjà consentis, en interarmées, pour la mutualisation et la rationalisation du dispositif de soutien qui s'est pourtant traduite par la suppression de plusieurs dizaine de milliers de postes (47 000 à ce jour pour l'ensemble de la RGPP). Nous atteignons aujourd'hui un seuil critique et la menace pour l'institution pourrait aussi venir de l'intérieur.

Tout le monde l'a bien compris, le grand défi est d'abord d'ordre budgétaire. Comme dans la plupart des autres secteurs d'intervention de l'Etat, nous n'avons plus les moyens de notre politique. On peut bien sûr regretter, sans désespérer, que l'Europe qui nous donne des leçons de finances publiques ne soit pas au rendez-vous ! Il ne faut pas se priver d'interpeller comme l'a déjà fait Daniel COHN BENDIT (allié improbable et courageux) nos partenaires européens qui se contentent d'être des spectateurs... Dans cette situation, nos sacrifices budgétaires exigent de la part du Chef de l'Etat de faire des choix clairs. Il ne faudra plus demander aux subordonnés de s'arranger pour « faire rentrer l'édrédon dans la valise » ! Mais jusqu'où pouvons-nous aller dans les coupes budgétaires sur l'enveloppe prévue actuellement en trajectoire jusqu'en 2020, soit 377 Md€ ? Il faut éviter de s'enfermer dans des modèles d'armée arithmétiques X, Y, Z sur la base de réductions de crédits allant de 20 à 40 Md€, et revenir aux fondamentaux de la politique de Défense. Des questions simples (jusqu'à l'évidence) permettront d'éclairer les évolutions nécessaires.

Il y a au moins 4 sujets qui semblent incontournables :

- **le montant des ressources** : sur le principe de la règle d'or budgétaire, reprenons la proposition qui consiste à consacrer à l'effort de Défense un minimum de la richesse nationale comme une prime d'assurance vie ! C'est de l'ordre de 1,5 % du PIB sur les 54 % que représentent le total des dépenses publiques; il y a donc de la marge comme le faisait remarquer le Général GEORGELIN (ancien CEMA). Les Etats-Unis y consacrent de leur côté 4,5% de leur PIB et les Européens en moyenne encore 1,6 %... Il est, nous le savons, dangereux de jouer au yoyo budgétaire car en deçà d'un certain seuil nous risquons de déstructurer l'ensemble de l'outil de Défense et son tissu industriel avec des risques de perte irréversible de capacités et de savoirs faire. Ce minimum acquis, la Défense doit être traitée comme les autres et selon les mêmes règles dans un contexte de rigueur.
- **la priorité des missions** : La composante projetable indispensable pour remplir nos obligations constitue le fer de lance du dispositif. S'il faut se résoudre à réduire le format général, il est nécessaire, en prenant parfois le contrepied des orientations 2008 et par un redéploiement, de renforcer nos points d'appui extérieurs (y compris dans les collectivités d'outre-mer), de densifier la composantes des forces spéciales et surtout de redéfinir un scénario d'engagement opérationnel réaliste. La perspective du retour dans l'OTAN a pu provoquer un peu d'inflation dans nos ambitions affichées par le précédent Livre Blanc. L'autre volet, en termes de mission (trop souvent négligé), concerne la sécurité du territoire. La désertification militaire pourrait devenir une préoccupation en cas de crise intérieure ou de catastrophe majeure. Il faudrait remettre "l'église au milieu du village" dans une approche interministérielle (avec les autres forces de sécurité...) en intégrant une réflexion sur la place de la réserve. C'est une façon également de retisser le lien armée-nation dans un pays qui manque un peu de ferveur ou d'esprit patriotique.
- **le niveau d'équipement** : Cela fait plus de 30 ans que nous sommes dans la surenchère technologique; tout le monde est responsable du prescripteur en passant par l'ingénieur jusqu'au vendeur à l'export. Aujourd'hui, les programmes prioritaires doivent être mieux ciblés; il faut les partager quand la situation le permet (MRTT et drones dans une certaine mesure) et surtout aller vers plus de rusticité comme l'a si justement souligné le Général BENTEGEAT (ancien CEMA) devant le Sénat. Nous avons, en partie, creusé la tombe de nos effectifs ces dernières années en multipliant les spécifications techniques des systèmes d'arme. Il faut stopper cette évolution et privilégier l'homme à la machine.
- **l'organisation du ministère**: il y a un besoin d'alléger l'appareil et d'en renforcer la gouvernance. Le "Balardgone" qui est le projet de regroupement du Ministère y contribue mais ne suffira pas. Allons plus loin, 1) en supprimant le Secrétariat aux anciens combattants, 2) en sortant la Direction générale de l'armement (DGA) du ministère pour en faire un opérateur sous tutelle et 3) en clarifiant la ligne de partage des responsabilités entre l'état-major des armées (EMA) et le Secrétariat général à l'administration (SGA). La confiance et la cohésion des deux grands subordonnés sont, en effet, indispensables pour remettre en la transformation en ordre de marche. Une autre façon de partager les responsabilités entre l'EMA et le SGA serait d'instaurer un plus grand brassage entre militaires et civils, notamment dans les postes clefs situés à l'interface des chaînes entre soutenus et soutenus ou gérés et gérants.

Le candidat avait vu juste avec le slogan "le changement c'est maintenant" ; espérons que le Chef des Armées s'en souvienne et dispose de la volonté pour refonder notre Pacte de Défense et ouvrir la perspective d'un prochain Livre Blanc européen."